

Extrait du Revue du Mauss permanente

<http://www.journaldumauss.net>

Vérité et congruence selon Castoriadis. Essai d'application aux problèmes posés par les indices

- Supplément du MAUSS - Articles -
Date de mise en ligne : jeudi 20 mai 2010

Description :

Que mesurent les indices ? Et, en particulier, les indices des prix à la consommation. La consommation « réelle » ? Le niveau de vie « réel » ? Mais de quelle nature peut bien être cette réalité que nous ne parvenons à saisir qu'à travers les articles comptables qui la créent ? Une réflexion aigüe, inspirée par Castoriadis et qui prolonge les interrogations déjà développés par Pierre Dumesnil dans des numéros anciens du MAUSS. A.C.

Revue du Mauss permanente

Précisions et remerciements

L'argument principal de ce texte a fait l'objet d'un exposé oral lors des « Journées Castoriadis 2009 », organisées au sein des Facultés universitaires Saint-Louis de Bruxelles les 7 et 8 mai 2009. Le thème de la *vérité* chez Castoriadis, selon le vSu des organisateurs, y fut traité de manière variée par les intervenants, principalement philosophes. L'ensemble des textes paraîtra dans les « Cahiers Castoriadis » n 6 [1] vers la fin 2010. Je remercie Philippe Caumières, Laurent Van Eynde et Sophie Klimis pour leur générosité en me permettant d'anticiper l'édition « officielle ». J'ajouterai que, sans la persévérante et amicale insistance de Sophie Klimis, ce texte n'aurait pas existé. Il reste naturellement que toutes ses imperfections et insuffisances me sont attribuables.

Introduction

« Ce qui se passe, en gros, avec cette énigme : nous ne pouvons rien connaître si nous ne le connaissons déjà ; et si nous le connaissons déjà, pourquoi diable le connaîtrions nous la solution de cette énigme, c'est celle-ci : quand nous connaissons, quand nous apprenons, nous ne copions pas la réalité, parce que c'est une absurdité. Nous réinventons la réalité, et une réalité qui s'avère congruente en nous à une partie de la réalité qui existe. Ou plutôt ; nous réinventons un schéma imaginaire qui s'avère congruent avec une partie de l'être donné. C'est cela la réponse au problème de Platon dans le Ménon et de toute la philosophie. »

Cornelius Castoriadis, « séminaire du 5 mars 1986 », *Sur le Politique de Platon*, Paris, Seuil, 1999, p. 100.

- ▶ On le sait, Castoriadis a exercé professionnellement le métier d'économiste et, plus précisément, il s'est trouvé plongé, dès 1948, au cœur de l'activité statistique de l'OECE, devenue OCDE en 1961, jusqu'à sa démission en 1970. De son activité intellectuelle précise au sein de cet important organisme international, nous ne savons que peu de chose. Il n'en a publiquement presque rien dit, mais j'émet l'hypothèse que cette immersion a constitué pour lui *volens nolens* une expérience de premier ordre, dont il est exclu qu'elle n'ait pas nourri sa réflexion. C'est en pensant à cette position au sein d'une institution maniant des « êtres » statistiques, comptables et économiques dont le renvoi au « réel » est problématique que j'aimerais interroger sa réflexion telle qu'elle s'exprime dans la citation ci-dessus. Plus précisément, comment pouvons-nous « [réinventer] la réalité, et une réalité qui s'avère congruente en nous à une partie de la réalité qui existe » lorsqu'il semble que cette « réalité » n'ait d'autre existence que celle d'être notre création. Comment « [réinventer] un schéma imaginaire qui s'avère congruent avec une partie de l'être donné » lorsque l'être ne semble donné, semble n'exister, que *via* le schéma imaginaire ? Afin de tenter de clarifier cette question, je m'en tiendrai dans ce qui suit à l'examen critique d'un seul « être » de cette nature, bien connu techniquement de l'OCDE comme en pratique de tous, à savoir : *l'indice des prix à la consommation*. Le fait que sa « vraie valeur » soit l'enjeu de controverses périodiques fortes, plus encore que le PIB sans doute, se situe bien sûr au cœur de la question de la « vérité », thème général de nos journées.

Aperçu sur la construction des indices

Le « schéma imaginaire » qui préside à la construction des indices des prix à la consommation paraît au premier abord assez simple. Il met en scène la comparaison de deux ou plusieurs « paniers de consommation » sur deux ou plusieurs périodes successives en supposant possible de calculer l'évolution de leurs valeurs monétaires comme *composition* et donc *décomposition* d'une évolution des prix, d'une part, et d'une évolution des quantités de « biens et services » (appelés « produits » dans la terminologie statistico-économique) qu'ils contiennent, d'autre part. Par exemple, une augmentation en valeur du panier de consommation de 9,2 % serait « multiplicativement » décomposable en une augmentation de 4 % des prix et de 5 % des quantités ($1,092 = 1,04 \times 1,05$). Autrement dit, durant la période considérée, l'inflation ou la dépréciation de la monnaie serait de 4 % et l'augmentation « en volume » ou « à prix constants » de la consommation serait de 5%. Cette simplicité n'est bien sûr qu'une apparence. Les quelque 700 pages de recommandations fortement techniques du « *Manuel de l'indice des prix à la consommation. Théorie et pratique* » [2], référence mondiale en la matière, périodiquement révisée, témoignent de la *difficulté*, pour dire le moins, pratique comme théorique, d'une telle construction. Il ne s'agira pas ici de faire une revue de la littérature sur le sujet, mais plutôt de se concentrer sur quelques difficultés connues et reconnues comme telles par la communauté statistique, et surtout de mettre au jour certains présupposés qui ne sont, à ma connaissance, généralement pas évoqués dans les débats de cette même communauté. L'encadré ci-dessous tente de résumer succinctement les principes de construction des indices (en se limitant à deux périodes, 0 et 1). Sa lecture peut être évitée sans dommage par le lecteur averti et sans perte trop grande de compréhension générale par celui qui y verrait déjà trop de formalisme à son goût.

$(E) = (E_1, E_2, \dots, E_j, \dots, E_n)$ espace des produits de consommation (= nomenclature à n « entrées »)

$Q_0 = (q_{10}, q_{20}, \dots, q_{j0}, \dots, q_{n0})$ vecteur des quantités de produits à l'année 0 (de base)

$P_0 = (p_{10}, p_{20}, \dots, p_{j0}, \dots, p_{n0})$ vecteur des prix des produits à l'année 0 (de base)

$Q_1 = (q_{11}, q_{21}, \dots, q_{j1}, \dots, q_{n1})$ vecteur des quantités de produits à l'année 1

$P_1 = (p_{11}, p_{21}, \dots, p_{j1}, \dots, p_{n1})$ vecteur des prix des produits à l'année 1

$\frac{P_1 \cdot Q_1}{P_0 \cdot Q_0} = Iv_{1,0}$ indice en valeur de la « consommation » de l'année 1 par rapport à l'année 0

$\frac{P_1 \cdot Q_1}{P_0 \cdot Q_0} = \frac{P_1 \cdot Q_0}{P_0 \cdot Q_0} \cdot \frac{P_1 \cdot Q_1}{P_1 \cdot Q_0}$ cette écriture est une décomposition de l'indice en valeur comme produit d'un

indice des prix (dit de Laspeyres), $Lap_{1,0} = \frac{P_1 \cdot Q_0}{P_0 \cdot Q_0}$: on « fixe » les quantités en « 0 » et on fait varier les

prix ; et d'un indice des quantités (dit de Paasche) $Paq_{1,0} = \frac{P_1 \cdot Q_1}{P_1 \cdot Q_0}$: on « fixe » les prix en année « 1 » et

on fait varier les quantités. Il existe d'autres possibilités de décomposition. Les principes restent.

De manière « ramassée », on a donc : $Iv_{1,0} = Lap_{1,0} \cdot Paq_{1,0}$. En pratique, seul l'indice prix est calculé et publié car servant pour les indexations, en supposant l'égalité conservée (l'indice des quantités est alors implicite). Il est possible de présenter l'indice de Laspeyres prix différemment, de manière plus « parlante » en le développant de manière *ad hoc* :

$$Lap_{1,0} = \frac{P_1 \cdot Q_0}{P_0 \cdot Q_0} = \frac{P_{11} \cdot q_{01} + P_{12} \cdot q_{02} + \dots + P_{1j} \cdot q_{0j} + P_{1n} \cdot q_{0n}}{V_0} \text{ et en « distribuant »}$$

V_0 puis en multipliant chaque terme par « 1 » de manière « astucieuse »

$$\frac{P_{11} \cdot q_{01}}{V_0} \cdot \frac{P_{01}}{P_{01}} + \frac{P_{12} \cdot q_{02}}{V_0} \cdot \frac{P_{02}}{P_{02}} + \dots + \frac{P_{1j} \cdot q_{0j}}{V_0} \cdot \frac{P_{0j}}{P_{0j}} + \dots + \frac{P_{1n} \cdot q_{0n}}{V_0} \cdot \frac{P_{0n}}{P_{0n}}$$

ce que l'on peut présenter de la manière suivante en permutant les termes des numérateurs

$$= \frac{P_{01} \cdot q_{01}}{V_0} \cdot \frac{P_{11}}{P_{01}} + \frac{P_{02} \cdot q_{02}}{V_0} \cdot \frac{P_{12}}{P_{02}} + \dots + \frac{P_{0j} \cdot q_{0j}}{V_0} \cdot \frac{P_{1j}}{P_{0j}} + \dots + \frac{P_{0n} \cdot q_{0n}}{V_0} \cdot \frac{P_{1n}}{P_{0n}}$$

ou encore en posant $\frac{P_{0i} \cdot q_{0i}}{V_0} = a_i$ (rapport entre les dépenses affectées au produit « i » à l'année de

base (0) et les dépenses totales, V_0 de la même année, ou « coefficient budgétaire »). En généralisant, on

$$a : Lap_{1,0} = \frac{P_1 \cdot Q_0}{P_0 \cdot Q_0} = a_1 \cdot \frac{P_{11}}{P_{01}} + a_2 \cdot \frac{P_{12}}{P_{02}} + \dots + a_j \cdot \frac{P_{1j}}{P_{0j}} + \dots + a_n \cdot \frac{P_{1n}}{P_{0n}} = \sum_1^n a_i \cdot \frac{P_{1i}}{P_{0i}}$$

Finalement, l'indice prix de Laspeyres est un indice composite formé d'indices élémentaires de prix pondérés par les coefficients budgétaires de l'année de base. Il est évident que chaque consommateur a « son » indice de prix : ni l'espace des produits, ni les coefficients budgétaires, ni les variations de prix ne sont identiques pour chacun. Ce n'est qu'une moyenne. Une partie des controverses provient de la dispersion et de la variation temporelle de cette dispersion (accroissement des inégalités) des situations individuelles par rapport à cette situation moyenne. À indice des prix moyen constant, l'indice des prix des plus riches peut baisser ou augmenter faiblement quand celui des plus pauvres augmente plus fortement. C'est semble-t-il la situation que nous vivons.

Dans la construction des indices on peut le voir dans l'encadré ci-dessus, sont associés par le calcul des prix et des quantités dont le produit n a pas d'existence empirique constatable. Quelles que soient les méthodes retenues (Laspeyres, Paasche, Fisher &), les indices de prix ou de quantités sont toujours des *artefacts calculatoires* qui « marient » des prix et des quantités observés à des dates différentes. Les vecteurs quantités ou « paniers » ainsi valorisés ne peuvent renvoyer à une « réalité qui existe » que dans l'hypothèse improbable d'une fixité dudit panier ou, moins strictement, d'une évolution uniformément proportionnelle de tous les prix ou de toutes les quantités. Comme on le sait la réalité observable se situe loin de cette hypothèse : non seulement ni les prix, ni les quantités n'évoluent « homothétiquement » d'une période à l'autre, mais en outre « l'espace des produits » est lui-même constamment autre : certaines de ses dimensions disparaissent, d'autres apparaissent. Traiter *vraiment* et *rigoureusement* cette difficulté, même sous l'appellation quelque peu euphémique de prise en compte de « l'effet qualité », apparaît impossible. En conséquence, afficher un « indice vrai » l'est aussi [3]]. Néanmoins, les indices

sont l'objet d'une lutte dont on peut schématiquement désigner les protagonistes : les « indexeurs » vs les « indexés » d'une part ; et les producteurs d'indices (les offices statistiques), en position d'arbitres toujours contestés et régulièrement « sommés » de réviser leurs méthodes au nom d'une plus grande « vérité » ou d'une moins grande « erreur » d'autre part.

Indexeurs contre indexés

On peut ainsi situer du côté des « indexeurs » la demande de révision partielle des méthodes de calculs issue des travaux de la commission sénatoriale Boskin (1996) [4] aux États-Unis selon lesquels l'indice des prix à la consommation serait *surestimé* en raison de la non-prise en compte de l'amélioration qualitative des biens, notamment du domaine des TIC. Ce qui était « assimilé » doit être « dissimilé » (cette terminologie n'est pas celle de la commission et sera précisée plus bas) en raison d'améliorations des performances techniques en année 1 par rapport à l'année 0 (de base). La « quantité » observée en 1 est alors implicitement majorée d'un certain coefficient censé correspondre à l'amélioration technique. Le prix unitaire se trouve explicitement minoré d'autant. La commission relève également l'existence et demande la correction de différents biais dits de « substitution » (c'est la terminologie de la commission [5]). Cette « surestimation » (selon le rapport, l'inflation n'aurait été que de 1,6 % après correction au lieu de 2,7 % avant correction en 1995 ; 2,1 % au lieu de 3,2 % en 1996) aurait conduit, notamment à un surcoût des prestations sociales et à un versement « indu » aux bénéficiaires « indexés » de 148 milliards de dollars en 1996 et, en cumulé, à un accroissement de la dette publique de 691 milliards de dollars à l'horizon 2006.

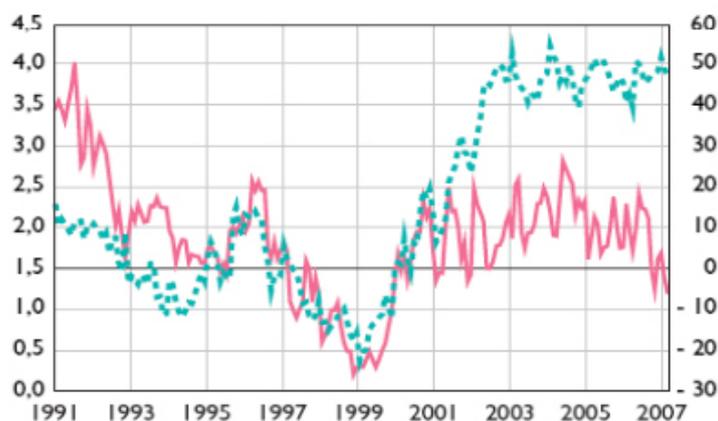
Du côté des « indexés », l'impression la plus fréquente est plutôt celle d'une sous-estimation. Ainsi, le passage à l'euro a-t-il été accompagné d'une forte disjonction entre l'inflation calculée *via* les indices officiels et la perception spontanée qu'en avaient les consommateurs (ménages) concernés, comme l'illustrent les graphiques ci-après.

Graphique 4 Inflation perçue et inflation observée

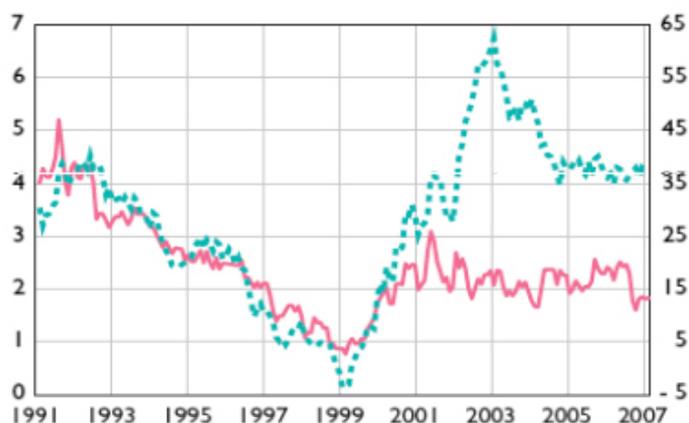
(glissement annuel, en %)

(solde d'opinions)

France



Zone euro



— IPCH (échelle de gauche)
 - - - Inflation perçue (échelle de droite)

Note : L'inflation perçue est mesurée par un solde des réponses à une enquête qualitative (cf. annexe)
 Sources : INSEE, calculs des auteurs

« Mesure et perception de l'inflation en France et dans la zone Euro. État des lieux », Bulletin de la Banque de France n 160, avril 2007, p 19 par Valérie Chauvin et Hervé Le Bihan.

Le paradigme de la pesée

Il serait bien hasardeux de considérer que l'opinion agrégée des ménages constitue « une partie de l'être donné ». Cependant, opposer l'objectivité de « inflation observée » à la subjectivité de « l'inflation perçue », comme l'on oppose la vérité à l'illusion, ce que font les statisticiens en général (voir ici le titre de l'article et celui du graphique), c'est négliger le fait que l'inflation dite *observée* est en réalité calculée et que ce calcul est loin d'être parfaitement cohérent. Le *paradigme* implicite dans lequel se déroulent les calculs est celui de la pesée (celle des paniers de produits pondérés par des prix) mais ce paradigme d'une pesée simulée ne fonctionne pas *vraiment*, sauf dans des

cas limites et réellement inexistants (variation homothétique des prix ou des quantités de biens et services ou « produits » des paniers de consommation). En outre, il est très vraisemblable que ce paradigme de la pesée n'est pas celui dans lequel se forme le jugement ou l'opinion des consommateurs-ménages-citoyens ordinaires. En effet, dans une pesée, l'ordre dans lequel les objets pesants sont mis dans la balance est indifférent quant au résultat. Cette hypothèse est aussi celle du calcul des indices qui doit satisfaire au test « *d' invariance à la modification de l'ordre des produits* » ou test de Fisher. [6] Autrement dit l'ordre de « numérotation » des composantes de l'espace des produits est sans importance pour le calcul (il y a commutativité). Or, cette indifférence ne semble pas être celle de l'opinion qui manifestement, d'après les enquêtes, distingue dans cet espace des produits des sous-ensembles contraints ou nécessaires et d'autres plus libres. Cette distinction conduirait en particulier à une surpondération des produits contraints ou nécessaires par rapport aux pondérations des indices de prix « officiels ». Cette surpondération des variations de prix vaut notamment pour les loyers et fait « négliger » aux consommateurs environ 40% de leurs dépenses dans le calcul implicite de l'indice, comme si l'exploration de l'espace des produits était abandonnée à partir d'un certain rang. (Cela conduit à la construction d'un ordre de type « lexical ».) Voir le tableau ci-dessous.

Tableau 3 Pondérations sectorielles dans l'inflation observée et l'inflation perçue

	Pondérations		
	implicites de l'inflation perçue	de l'IPCH	de l'IPCN
Alimentation hors produits frais	18	10	15
Tabac	2	2	2
Énergie	3	9	8
Loyers	38	8	7
Services aux particuliers	40	34	24
Autres postes	–	37	44

« *Mesure et perception de l'inflation en France et dans la zone Euro. État des lieux* », *Bulletin de la Banque de France n 160, avril 2007, p 27* par Valérie Chauvin et Hervé Le Bihan. [IPCH = Indice des prix à la consommation harmonisés au niveau de la zone euro ; IPCN = Indice des prix à la consommation national ici la France)

Assimilation et dissimilation

Une autre évidence, qui vaut pour le paradigme de la pesée comme pour les principes de calcul de l'indice, mais qui est beaucoup plus profonde et générale, philosophique, me semble devoir être questionnée. Cette évidence est celle de *l'identité ou plutôt de la similarité, toujours partielle, hors de laquelle il n'y a pas des quantités de X mais multiplicité qualitative : un X et un Y et un Z & etc.* Cette discussion est notamment celle que mène Castoriadis, en commentant Platon, dans son très riche séminaire du 5 mars 1986, dont je n'ai cité que la conclusion en exergue. Je ne crois pas le trahir en disant que le débat se situe, en employant un vocabulaire qui n'est pas le sien je l'emprunte à la linguistique et précisément à François Rastier [7], entre « assimilation » et « dissimilation ». L'assimilation est

nécessaire à la construction d'une nomenclature. Trivialement, par exemple, si le camembert dont le prix est relevé sur le rayon x, du supermarché Y situé dans la ville Z à 15 H 30 le 7 mai 2009 n'est pas *assimilable* au camembert dont le prix est relevé sur le rayon x, du supermarché Y situé dans la ville Z à 15 H 31 le 7 mai 2009, le camembert « en général » disparaît de la nomenclature et donc les quantités. La *dissimilation* est, *elle*, nous l'avons vu précédemment, par exemple mise en oeuvre lorsque d'une période à l'autre certains produits (biens) connaissent une amélioration de leurs performances techniques. Cette amélioration est alors traitée, à nomenclature constante, comme équivalente à une augmentation de quantité et diminution simultanée du prix unitaire. Elle est aussi mise en oeuvre, plus banalement, lorsqu'est distingué le « fromage au lait cru » vs « pasteurisé ». Il est remarquable de constater que ces processus de dissimilation s'appuient sur des différences qualitatives « intrinsèques » aux produits, « observables » par les statisticiens, « objectives » peut-être. Or, ce type de dissimilation n'est vraisemblablement pas le seul, ni sans doute le principal, que les consommateurs-ménages-citoyens mettent en oeuvre. Pour expliciter mon propos, je ferai un détour très simple par le paradigme du jeu de carte et par celui du texte.

Exemple 1 : sans dissimilation, il est impossible de jouer à la belote. La propriété « est à l'atout » ou « ne l'est pas » ne se marque sur les cartes par aucune propriété observable, « objective ». On sait pourtant que le valet à l'atout n'a rien à voir avec le valet ordinaire, ni dans le jeu ni dans le décompte des points.

Exemple 2 : lire « l'économie de ce texte d'économie est étrange » suppose du lecteur une capacité de dissimilation qui lui fait attribuer des significations différentes à deux mots intrinsèquement, objectivement, similaires.

Exemple 3 : l'adage : « un père est un père » n'est pas une tautologie du type X est X. Il suffit de mettre cet adage en contexte pour que la dissimilation entre « père » et « père » s'opère sans artifice. Ainsi : le père d'Yvan n'a pas dénoncé son assassin de fils à la police. « Un père est un père », « Ce père est un Père » ont dit les gens.

Ma thèse est que ces processus de dissimilation s'appuyant sur des qualités « extrinsèques » aux produits, entendues comme *propriétés dans un système d'action*, sont à l'oeuvre dans le monde « social-historique » de la consommation. Si cette thèse a quelque pertinence, elle permettrait de nuancer la hiérachisation entre « observation », « mesure », « science » peut-être, d'un côté, celui des statisticiens et « perception », « sentiment », « illusion » peut-être, celle des consommateurs, de l'autre. Nous pourrions alors comprendre en particulier, au-delà de la seule question de l'indice, pourquoi ayant « objectivement », « officiellement », toujours plus, nous *l'opinion* avons souvent la perception « subjective » d'une stagnation, si ce n'est parfois d'une régression. Car il est en outre patent que cette dissimilation du *même* (produit) est stimulée par le marketing, la publicité et par l'instabilité technique d'ensemble (trop vite et trop globalement désignée comme « progrès ») qui vont de pair avec l'expansion marchande. De plus, elle s'accompagne très généralement d'une *péjoration* du système d'action dont ce « même », cet « être donné », constitue l'un des éléments. Que serait la mode, la modernité ou l'obsolescence sans cela ? Il conviendrait donc dans les calculs de l'indice de traiter cette dissimilation-péjoration à l'instar des améliorations de performance technique mais, cette fois, comme impliquant une *diminution de la quantité et augmentation concomitante du prix et de l'inflation*, et donc, à *revenu monétaire constant* et après indexation, comme participant à une diminution relative du « niveau de vie ». Un tel « retraitement » permettrait, en particulier, de réévaluer à la baisse certaines assertions présentées comme des évidences « objectives », telles que celles, récentes, de M. René Sève, directeur général du *Centre d'analyse stratégique*, à propos du « déclassement social » en France :

« Aujourd'hui, le PIB (produit intérieur brut) est 1,76 fois plus important qu'il y a 30 ans, les ménages vivent dans de meilleures conditions mais le déclassement social persiste. Le sentiment de déclassement est à prendre au sérieux, mais il faut le relativiser en le comparant au niveau de vie réel » ; et plus loin : « Il vaut mieux être « descendant » dans une société qui progresse que « ascendant » dans une société qui régresse. » [8]

Que sait-on, en effet, des opérations de dissimilation et donc de la valeur de l'indice des prix qui les prendrait en

compte durant la période ? que sait-on en conséquence de l'augmentation du PIB (ou du Revenu) « réel » (après indexation) par habitant qui s'ensuivrait ? [9] La croissance des inégalités de revenus monétaires ne serait-elle pas, en elle-même, un facteur de dissimulation et de péjoration de la consommation, vue comme système d'action, pour les plus pauvres, et donc de révision à la baisse des « quantités nominales » consommées ? La croissance du « niveau de vie » ne serait-elle pas alors, pour le principal et pour la plupart, qu'une illusion monétaire ? Tout cela est-il *vraiment* calculable ? Autant de questions non résolues, quoi qu'on lise et entende, et que je laisse ici en suspens.

Conclusion

Pour conclure très provisoirement et brièvement, revenons à la question initiale. Il semble bien que cette *partie de l'être donné* qu'examine la théorie des indices, au-delà des difficultés internes propres au calcul, soit tronquée au profit d'un objectivisme « local » et « statique », même si il est comparatiste. Qu'il n'y ait pas congruence entre « observation » et « perception » ne doit pas alors étonner. *Mutatis mutandis*, la consommation des « produits » ne s'observe pas plus pour dire ce qu'est la consommation comme *action* que ne s'observent les mots d'un texte ou les cartes d'un jeu à plat sur une table pour dire ce qu'est *lire* ou *jouer* aux cartes. Le souci d'objectivité des statisticiens, à tous d'égards louable, les conduit cependant ici à considérer « une réalité qui existe » et à réinventer « un schéma imaginaire » qui peuvent ne s'avérer que très partiellement « congruents » avec une « réalité qui existe » et avec le « schéma imaginaire » d'*agents* pris dans un système d'action qui les amène à redéfinir, pour partie, d'une période à l'autre, les propriétés des « produits » en dépit de leur quasi-identité « objective ». Est-ce à dire que la consommation, comme la lecture, relève d'une « vérité » herméneutique ? C'est la question quelque peu provocatrice que j'aimerais poser, connaissant la réticence de Castoriadis quant au mot, sinon quant à la chose.

Pierre Dumesnil
Groupe de recherche ETOS
Institut Telecom

[1] Depuis 2006, sont parus aux éditions des Facultés universitaires Saint-Louis de Bruxelles :
Cahiers n 1 L'imaginaire selon Castoriadis. Thèmes et enjeux.
Cahiers n 2 L'imaginaire et création historique.
Cahiers n 3 Psyché ou de la monade psychique au sujet autonome.
Cahiers n 4 Praxis et institution.
Cahiers n 5 Castoriadis et les Grecs.
Pour commander en ligne : <http://www.librairiewb.com>

[2] Manuel sur l'indice des prix à la consommation : Théorie et pratique (Bureau international du Travail, Fonds monétaire international, Organisation pour la coopération et le développement économiques, Bureau de la statistique des communautés européennes (EUROSTAT), Commission économique des Nations Unies pour l'Europe et Banque mondiale, Genève, 2004). Dans la préface (p XXII) on peut notamment lire ce qui suit : « Les premières normes internationales relatives à l'IPC ont été promulguées en 1925 par la deuxième CIST [Conférence internationale sur les statistiques du travail]. Cette première approche normative portait sur l'indice du coût de la vie et non pas sur l'IPC. On fait maintenant une distinction entre ces deux notions. L'indice des prix à la consommation [IPC] mesure la variation du coût de l'achat d'un panier donné de biens et services de consommation, tandis que l'indice du coût de la vie mesure la variation du coût du maintien d'un niveau de vie, ou niveau d'utilité, donné. Pour cette raison, la dixième CIST a décidé en 1962 d'adopter l'expression plus générale d'indice des prix à la consommation, qui recouvre normalement l'un et l'autre concepts. Il n'y a pas forcément conflit entre les deux. Ainsi que nous le verrons dans le manuel, les méthodes considérées comme les meilleures seront vraisemblablement très similaires, quelle que soit l'approche adoptée. Les normes internationales ont fait l'objet de trois révisions (en 1947, 1962 et 1987) sous forme de résolutions adoptées par la CIST. Les normes de 1987 concernant l'IPC ont été suivies d'un manuel de méthodes (Turvey, 1989) qui donne des orientations utiles aux pays désireux d'appliquer concrètement ces normes ».

[3] Sur cette question de la « vérité » de l'indice, voir : « L'inexistence des indices dans le cas général et ses conséquences pour la théorie de l'équilibre », par Paul CHANIER, Cahiers de l'ISMEA n1, 1977, p 193-227 ; plus récemment et de manière plus accessible : « À propos des

indices », par Michel VOLLE, 2005, en ligne à l'adresse [\[->http://www.volle.com/travaux/...](http://www.volle.com/travaux/...)

[4] Boskin, Michael et alii « Toward a more accurate measure of the cost of living », Final report of the Senate finance committee, december, 1996. Voir aussi, Robert Gordon, The Boskin commission report and its aftermath.

[5] Cette substitution se produit à l'intérieur du niveau le plus fin de la nomenclature, telle qu'elle est déléguée aux enquêteurs de terrain qui se contentent de relever dans les magasins le prix moyen simple, non pondéré, à l'intérieur de ce niveau. Mais, par exemple, à l'intérieur du niveau « camembert au lait cru », les consommateurs peuvent passer en nombre entre deux relevés d'une marque à une autre en raison d'une hausse relative du prix de la première. Ce transfert est alors inaperçu, par construction, de l'enquêteur créant ainsi un biais de surestimation de la hausse du prix du « camembert au lait cru ».

[6] « Ce test est si simple que nul ne songe à le formuler. On le tient pour acquis et on l'observe instinctivement. Toute règle appliquée à l'établissement d'une moyenne de produits doit être si générale qu'elle s'applique, de façon interchangeable, à tous les termes dont la moyenne est calculée », The making of Index Numbers, Irving Fisher, 1922, cité et traduit en français par les éditeurs du Manuel sur l'indice des prix à la consommation : Théorie et pratique, p 345.

[7] François Rastier, auquel je dois cette acception du mot, définit ainsi la dissimilation : « Actualisation de sèmes afférents opposés dans deux occurrences du même sémème, ou dans deux sémèmes parasynonymes ». Voir le glossaire associé à la plupart de ses ouvrages et notamment à Arts et sciences du texte, P.U.F, Paris, 2001. Moins techniquement, je dirais qu'il s'agit d'une opération de « discrimination du même » qui vaut au-delà de la seule linguistique. Cette opération fait écho à la notion si importante, fondatrice, chez Castoriadis « d'imaginaire radical » d'où surgit en permanence la création d'un possible quid pro quo.

[8] Entretien recueilli par Delphine Legouté le 9 juillet 2009 pour le journal Libération, sous le titre : « Vit-on moins bien que nos aînés ? ». Le Centre d'analyse stratégique (CAS) exerce, en France, sous l'autorité du premier ministre, des missions de veille, d'expertise et d'aide à la décision pour la conduite des politiques publiques. Il a été créé en 2006 pour succéder au Commissariat général du Plan.

[9] Le multiplicateur de 1,76 du PIB « réel » (hors inflation « officielle ») correspond à une croissance moyenne approximative sur 30 ans de 2 % l'an. Il suffit d'imaginer, pure hypothèse, qu'un effet inflationniste supplémentaire du à la « dissimilation-péjoration » ampute cette croissance moyenne de moitié, la ramenant à 1 %, pour que le multiplicateur tombe à 1,35. On peut bien sûr aller plus loin.